

7 janvier, 11 janvier...

Jean-Marie Harribey

20 janvier 2015

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/01/20/7-janvier-11-janvier>

La semaine sanglante qui a ouvert l'année 2015, la sauvagerie des assassinats de dix-sept personnes et la violation des fondements d'une vie en société supportable n'ont pas fini d'avoir des conséquences. Déjà, des interprétations divergentes des événements et des suites à y donner surgissent, dans l'association Attac, chez les Économistes atterrés, dans les associations proches, dans toute la gauche dite radicale ou de gauche, au même titre que dans de larges pans de la société.

Pour ma part, et sans prétendre à l'exhaustivité ni à une synthèse, je souligne quelques éléments, non pas propres à clore la discussion, mais à contribuer à poser les bases de sa poursuite dans des conditions positives et non agressives. Ces éléments portent sur des questions clés de la démocratie dans le contexte de la crise globale que nous connaissons et dont nous voyons bien qu'elle n'est pas seulement financière : laïcité, rapport aux religions, multiculturalisme, respect des droits humains fondamentaux, liberté d'expression, égalité, solidarité, etc.

1. De quoi parlons-nous ?

Le premier réflexe est de se dire : de quoi parlons-nous ? Qu'est-ce que la laïcité, qu'est ce que l'islamophobie, etc. ? La question est parfaitement légitime, tout comme le serait et comme l'est depuis longtemps la question de savoir ce qui sépare l'antisionisme de l'antisémitisme.

Le problème est qu'il n'existe pas en matière de sciences sociales de définition hors contexte social et historique. Autrement dit, la définition de la laïcité, celle de l'islamophobie, celle même de la démocratie et celle de la République, etc. ne sont pas déclarées une fois pour toutes. Tous ces concepts sont l'objet de combats permanents pour en faire respecter l'esprit et la lettre. Il n'y a pas de droits humains hors du combat pour ces droits. Il me semble donc que la descente dans la rue de quatre millions de personnes le 11 janvier devrait être interprétée ainsi : ces personnes n'étaient pas allées chercher les valeurs républicaines existant en soi et bafouées par les assassins, elles les recréaient, les revivifiaient par leur rassemblement, un peu à la manière dont Durkheim disait, dans *Les formes élémentaires de la vie religieuse* (1912), que la définition du sacré émergeait du collectif : les dieux sont les formes symboliques par lesquelles les hommes adorent leur vie collective ; la religion est une représentation de la force sociale. Ici, les rassemblements du 11 janvier disaient non pas que tous les porteurs de « je suis Charlie » étaient des Charlie Hebdo ou qu'ils connaissaient vraiment cet hebdomadaire, mais exprimaient, au-delà de la défense de la liberté d'expression journalistique, leur refus radical de la sauvagerie et leur adhésion profonde à l'exigence d'une vie sociale non guerrière.

En ce sens, la spontanéité des rassemblements dès le soir de la première tuerie, sans aucune consigne ni mot d'ordre, a relégué au second plan le grotesque de certaines réactions des représentants de la classe dominante et l'hypocrisie des puissants – dont des dictateurs – dans le cortège des chefs d'État et de gouvernement. L'apolitisme et l'indifférence prétendument constatés régulièrement par les sondages d'opinion sont largement démentis : lorsque l'essentiel est en jeu, les hésitations sautent et des millions de personnes se sont

retrouvées sur le pavé, en silence, avec l'idée que le contrat social devait être de nouveau conclu. Toutes proportions gardées, car comparaison n'est pas raison, la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale n'était pas composée uniquement de gens de gauche, et heureusement. Ainsi, il y a quelque paradoxe de voir notre collègue Frédéric Lordon prendre ses distances avec l'unité républicaine¹, alors qu'il nous a depuis longtemps fait la leçon sur la nation. Mais peut-être, finalement, il y a, en creux, une différence implicite faite entre République et nation... par delà le tracé de la manifestation parisienne.

Il y a bientôt dix ans *Le Petit Alter* proposait une définition de la laïcité qui reste pertinente². Mais, si l'on accepte l'idée qu'elle fait partie des concepts en perpétuelle construction, il faut intégrer la situation actuelle et l'irruption de conditions créées par la crise globale, notamment pour comprendre ce qu'est l'islamophobie et comment doit se définir notre rapport aux religions et aux croyants. C'est déjà plus complexe que coucher sur le papier une formulation sémantique.

2. Une première difficulté surgit : comment construire un chemin politique et éviter de multiples réductions qui nous fourvoieraient dans des impasses ?

- *Une religion réduite à ses extrémismes*, par exemple l'islam réduit au salafisme qui vise à reconfigurer le rapport de la religion et de la politique, niant la possibilité de construire un État de droit laïque. Pour autant, et, ici, la difficulté prend une tournure extrêmement redoutable, on doit tenir compte du fait qu'il peut exister une porosité de la frontière qui sépare l'islam et le fanatisme qui s'en réclame : ainsi, quid du droit des femmes et de leur place dans la société ? quid aussi de la prétention à soumettre le pouvoir temporel au pouvoir spirituel ? On pourrait soulever le même problème au sujet de l'État d'Israël, incapable d'être un État de droit avant d'être un État religieux, le rendant dès lors opposé au principe même de la création d'un État palestinien.

- *La laïcité réduite à un essentialisme*, hors contexte social et historique. Aujourd'hui, par différence avec l'époque où fut adoptée la loi de 1905 qui ne connaissait pratiquement qu'une seule religion dominante, le multiculturalisme de la société française n'est véritablement reconnu ni *de jure*, ni *de facto*. D'où les potentialités conflictuelles entre ceux dont les droits sont à peu près reconnus et ceux dont les droits doivent être constamment réclamés parce que niés. On a là le premier des critères à réunir pour « définir » et surtout annihiler l'islamophobie, car les discriminations, la négation des droits, le mépris, les violences dont sont victimes les populations d'origine immigrée, et particulièrement les musulmans ou supposés tels, sont réels et insupportables. On ne peut pas nier que l'intégration proclamée à tout instant de ces populations par les gouvernants est un cache-sexe de l'assimilation, c'est-à-dire de la dissolution de toute culture autre dans le grand moule post-colonial et impérialiste qui impose un cadre géopolitique délétère.

- *Les croyants réduits à leurs croyances*. D'une part, c'est nier les individus en tant que citoyens, insérés dans un contexte social aux multiples dimensions dans lequel se construit leur identité – travail, quartier, la religion étant un de ces creusets de socialisation – et donc c'est nier leur capacité à participer à la vie collective : par exemple, quand leur droit à participer aux élections sera-t-il reconnu ? D'autre part, si le respect des croyants est inhérent à toute vie démocratique (c'est la première exigence de la laïcité), le respect des croyances s'arrête où commence le droit à les critiquer radicalement, fût-ce de manière satirique. C'est d'ailleurs ce qui fait la différence entre une caricature des symboles de telle ou telle religion, de leurs représentations, et une attaque contre des personnes (notamment musulmans, juifs) ou la négation des crimes qui ont été commis contre elles. Dans le premier cas, la loi protège

¹ F. Lordon, « Charlie à tout prix ? », 13 janvier 2015. <http://blog.mondediplo.net/2015-01-13-Charlie-a-tout-prix>

² Attac (dir. J.-M. Harribey), *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

la liberté d'expression, dans le second, elle punit un délit. On tient là un second critère de la définition réclamée de l'islamophobie : que met-on cause, la possibilité de croire ou de ne pas croire ou bien l'existence même de personnes ayant choisi de croire ?

- *Le bien-être humain réduit à un hédonisme consumériste* dont l'envers ne peut être que la frustration de ceux qui sont exclus et le conflit intercommunautaire dissolvant la lutte des classes. On voit alors que le refus du communautarisme est nécessaire et louable, mais à condition que ses racines sociales ne soient pas niées au profit d'on ne sait quel *a priori* essentialiste, aboutissant à l'ethnisation des questions sociales. On voit aussi combien la transformation du capitalisme mondial produit une crise dont le qualificatif de « globale » est maintenant trop bien illustré. Division internationale du travail chamboulée, dégradation des droits sociaux, chômage et inégalités, migrations internationales, ghettos ethniques qui sont toujours des ghettos de pauvres, urbanisation inhumaine, et, surdéterminant l'ensemble, folie impérialiste des guerres menées un peu partout. Cependant, et ce n'est pas la moindre difficulté analytique et politique, si la radicalisation extrémiste grandit sur un terreau social délabré, elle ne se réduit pas à celui-ci, car les représentations collectives contribuent grandement aux formes que prennent les débats sociaux, les contradictions, leurs expressions violentes ou pacifiées et leurs dépassements.

3. La raison et les croyances

C'est la raison pour laquelle sont interpellés tous ceux qui s'attachent à travailler en faveur de l'éducation populaire. Cette difficulté dépasse le fait (indéniable) que les organisations progressistes, tant syndicales qu'associatives, sont pour beaucoup d'entre elles peu ou pas implantées dans les quartiers pauvres et/ou dits sensibles.

Car, il faut bien reconnaître que le rapport au savoir que nous entretenons, c'est-à-dire la capacité de l'être humain à construire une vision du réel (le physique comme le social), fondée en raison (la science), se heurte aux croyances, les religieuses comme celles se rapportant à l'ensemble du monde social. Nous en savons quelque chose sur ce dernier plan, quand il faut déconstruire la conception de lois économiques prétendument naturelles.

Plus difficile encore : critiquer la conception de droits existant naturellement, indépendamment de toute construction sociale. Et, suprême difficulté dans un monde que l'on a enfoncé dans une impasse écologique à cause d'un mode de développement capitaliste dévastateur : critiquer le concept de « droit de la nature », comme si un droit pouvait avoir une origine transcendantale, une autre source que l'humain, tout en acceptant que des croyances puissent exister à ce sujet dans des cultures qui ont une vue bien moins dévastatrice de la nature que la nôtre.³

On ne s'éloigne pas du sujet qui nous a « réveillés » depuis dix jours, car nous sommes comme sur une corde raide : la croyance qu'il y aura 70 vierges à attendre les bons croyants au paradis ne peut qu'être combattue, la science n'a pas à rougir de ce combat-là, il n'y a aucun scientisme derrière ce combat, et, en même temps, nous devons apprendre à vivre avec ceux qui sont sous l'emprise de cette croyance, tout comme ils ont à apprendre à vivre avec ceux qui luttent pour la laïcité : la laïcité est une façon de définir l'espace intime et l'espace public.

Si, à long terme, la démarche fondée raison a quelque chance d'être adoptée par le plus grand nombre, ce sera parce qu'elle cheminera en respectant les croyants. Or, cela implique simultanément de critiquer les croyances. Un chemin semé d'embûches..., ne serait-ce que par le fait que certaines affirmations à prétention scientifique peuvent aussi quitter la raison pour devenir des croyances...

³ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.